La Lettre Hebdomadaire de

N° 13.40 - 10 Novembre 2013

Le Clin d'œil à l'actualité de la semaine

Le centenaire d'une guerre qui a fait près de dix millions de morts, dont 1,4 millions de Français et autant de mutilés, doit être commémoré, au sens étymologique du mot. La date choisie par François Hollande pour ce faire pose par contre une question. Pourquoi avoir choisi ce jeudi 7 novembre pour lancer le cycle de commémorations ? Le Président a répondu lui-même à cette question en soulignant dans son discours que *« ce temps de mémoire arrive à un moment où la France s'interroge sur son avenir ».* Face à un parterre de ministres, de personnalités politiques de tous bords, d'historiens, de militaires, les mots du chef de l'Etat sonnent comme un avis d'impuissance à l'heure où l'opinion des Français envers l'exécutif est au plus bas.
Son discours, en forme de mini-anaphore (une forme verbale qui lui avait réussi lors de son face-à-face avec Nicolas Sarkozy), aurait pu mobiliser notre pays si les dix-huit mois de sa gouvernance ne venaient pas en contredire chaque mot :
« Réformer, réunir, réussir ». **Autant de verbes d'action qui n'appellent que des constats d'échec. Des Français divisés qui protestent dans la rue, des réformes sociétales qui sont loin de faire l'unanimité et une France qui, au lieu de réussir, s'enfonce un peu plus chaque jour; comme le montre encore la dégradation de notre note vendredi par l'agence de notation financière Standards & Poor's.**
« Saisir la force des générations qui nous ont précédés » **ou encore *« savoir d'où l'on vient »,* alors que tout est fait pour que nos enfants oublient notre histoire sous l'impulsion d'un ministre de l'Éducation pour qui l'idéologie passe avant la vérité.**
« Faire bloc pour gagner les batailles économiques », **alors que nos entreprises croulent sous les impôts et la complexité des démarches administratives.**
« La République qui ne doit avoir peur de rien ». **Alors que les décisions arbitraires, souvent à effet rétroactif, ne font qu'attiser la crainte du lendemain qui paralyse nos entrepreneurs et que François Hollande lui-même manque singulièrement de courage politique.**
« Renouveler le patriotisme qui unit et n'écarte personne ». **Une phrase pleine de sous-entendus qui oublie de dire à ceux qui seraient « écartés » que leur premier devoir est de respecter leur pays d'accueil. Et comment espérer un esprit patriotique chez nos jeunes quand nos élites ne cessent de faire le procès de notre pays et d'appeler à une repentance qui n'a pas lieu d'être.**

Les 18000 centrifugeuses iraniennes on fait tourner en rond pendant deux jours la conférence de Genève des « cinq plus un ». Les ministres des affaires étrangères de l'Iran et du groupe 5+1 (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne, plus un vice-ministre chinois) se sont finalement quittés sans accord. Une prochaine session, la troisième depuis l'élection de Hassan Rohani à la présidence iranienne, doit se tenir dans dix jours. Laurent Fabius, l'homme au parapluie de l'ère Mitterrand, est accusé d'avoir fait capoter un accord qualifié de « proche ». Il semble pourtant que ses exigences ne soient pas sans justification. Le réacteur à eau lourde en construction à Arak pourrait facilement permettre de produire des bombes au plutonium et les stocks d'uranium enrichi à 20%, constamment en augmentation, ne peuvent pas être justifiés par un programme nucléaire qui serait strictement civil. En mettant en garde contre « un jeu de dupes », Fabius nous paraît avoir raison mais ses alliés occidentaux ainsi que la Chine et la Russie semblent pressés de reprendre, avec Téhéran, des affaires que les sanctions actuelles rendent de plus en plus difficiles.

Autre réunion très attendue : le troisième plénum du PC chinois qui se réunit depuis samedi et dont de profondes réformes sont attendues : le marché, les entreprises et le fonctionnement de l'État. Un évènement qui n'aurait suscité que peu d'intérêt il y a seulement quelques années. Mais l'importance prise par la Chine dans le marché mondial aujourd'hui est devenue telle qu'il n'est pas possible d'en faire l'impasse médiatique. Les questions sociales ne semblent pas à l'ordre du jour. C'est pourtant un sujet que le régime va devoir aborder rapidement s'il ne veut pas voir le voir émerger d'un peuple auquel on ne pourra pas longtemps cacher le standard de vie de l'Occident.

Le typhon Hayhan qui a frappé les Philippines nous est présenté comme le plus puissant jamais enregistré depuis l'existence de statistiques météorologiques, avec des vents dépassant les trois cents kilomètres/heure. Les autorités parlent de plus de dix mille victimes et de centaines de milliers de sans-abris. Aucune centrale nucléaire n'ayant été sur la route du cyclone, nous n'entendrons pas les voix de ceux que le tsunami de Fukushima avait mobilisés. Par contre, comme à chaque catastrophe de grande ampleur, nous nous interrogeons sur la question de savoir s'il n'aurait pas été possible de diminuer considérablement le nombre de victimes. Contrairement à un séisme qui est difficilement prévisible, un typhon ou un cyclone sont repérés plusieurs jours en avance par les météorologues. Il devrait donc être possible de déplacer les populations qui vont se trouver sur leur route et de fournir à l'avance à ceux qui ne peuvent être déplacés des moyens simples de se protéger. Le gouvernement des Philippines semble avoir fait ce qu'il pouvait mais la solidarité internationale qui se mobilise après la catastrophe serait plus utile encore si les aides de toutes natures aux pays menacés étaient apportées avant l'arrivée du phénomène.

La bonne nouvelle de la semaine nous vient d'Oullins, commune du Rhône de 26000 habitants, qui a manifesté samedi pour s'opposer à l'arrivée de 300 demandeurs d'asiles expulsés de Lyon par le tribunal administratif et relogés sur un terrain de dix hectares réquisitionné par l'État. Une première en France mais qui devrait faire des émules si l'immigration n'était pas rapidement mise sous contrôle.

Voici notre édito de la semaine

Éducation du jeune enfant par Anne Lys

L'idée que les mineurs de 16 à 18 ans, auteurs d'infractions graves susceptibles d'entraîner une condamnation à trois ans de prison, doivent être considérés comme des petits enfants, victimes qu'il faut protéger, et non comme des coupables qu'il faut punir et surtout décourager de récidiver, est empreinte d'un angélisme effarant.

Je n'ai aucune prétention à une quelconque compétence en psychologie ou en sciences de l'éducation, je ne suis qu'une mère et grand'mère qui ai observé plusieurs générations d'enfants et d'adolescents...
Pourtant, j'en ai tiré quelques conclusions que je vous livre :

Je pense que, si la violence des enfants et adolescents ne fait que croître, comme il semble, il s'agit essentiellement d'une défaillance d'éducation par les parents. Non que ceux-ci, dans la plupart des cas, soient coupables, comme certains essaient de le faire croire. Mais ils sont pris entre le discours soixante-huitard qui a voulu leur « interdire d'interdire » et la prétention des enseignants à être les principaux, voire les seuls éducateurs. J'entends encore tel instituteur d'un de mes petits-enfants concéder, du bout des lèvres, que les parents étaient des « auxiliaires de l'éducation de leurs enfants ». Se sentant impuissants, beaucoup ont baissé les bras.

Or, si compétents qu'ils soient, si désireux de bien faire qu'ils se veuillent, les enseignants ne peuvent pas éduquer les enfants sur des points où seule une attention personnelle et individuelle peut réussir : celle que les petits enfants reçoivent sur les genoux de leur maman.

Car si le petit enfant présente des caractéristiques dont il est très souhaitable qu'elles se retrouvent chez l'enfant plus grand, l'adolescent et l'adulte (la pureté de cœur, l'innocence, la volonté de bien faire, etc.), il en est d'autres qui sont éminemment indésirables et qu'aucune éducation collective ne peut éradiquer :

- l'égocentrisme : le tout petit enfant ne s'intéresse qu'à lui-même et ne se soucie des autres personnes que dans la mesure de leurs rapports avec lui. Lui apprendre l'attention aux autres (et cette vertu de tolérance que le corps enseignant porte aux nues mais que dans les faits il s'avère incapable d'inculquer à ses élèves) fait partie de la toute pre mière éducation, celle que seule la maman (ou, dans de rares cas, la personne qui la remplace) peut donner.

- l'impatience : le petit enfant n'a pas la notion du temps, ce qu'il désire, il le veut tout entier et tout de suite, d'où ses hurlements qui ne s'apaisent que lorsqu'il a obtenu satisfaction. Le passage à l'adolescence, puis à l'âge adulte doivent normalement comporter l'atténuation, puis la disparition de cette impatience, l'adulte devant être capable de ne pas ressentir de frustration quand ses désirs ne sont pas promptement réalisés. Seuls les parents sont en mesure d'aider leurs enfants à commencer à accepter ce type de frustration dès le plus jeune âge.

- l'incapacité à s'exprimer : le tout petit ne possède pas encore de langage articulé et ne peut exprimer les frustrations qu'il ressent, d'autant plus qu'il est encore très égocentrique et très impatient, que par des cris et par une violence qui, fort heureusement, est sans conséquences étant donné sa faiblesse corporelle. Mais si l'enfant n'apprend pas de ses parents à s'exprimer par des mots, si son vocabulaire reste trop pauvre pour lui permettre d'exposer clairement ce qu'il désire et ce qu'il souhaite qu'autrui fasse pour lui, la violence reste son seul mode d'expression, qui devient d'autant plus dangereux que son corps grandit et devient plus fort.

Un enfant à qui on a inculqué l'attention aux autres, la patience et que l'on a doté de moyens d'expression verbale suffisants ne devient, normalement (sauf maladie mentale), pas un adolescent ou un adulte violent. Encore faut-il faire comprendre aux parents que cette éducation est indispensable et qu'ils en sont les légitimes dispensateurs et non la leur interdire ou la leur disputer.

Gauchillogisme

*** Pierre Moscovici, en visite au Maroc, a parlé de « colonisation » au lieu de « Co localisation ». Un lapsus qui a sans doute été interprété par ses hôtes comme une prédiction. La colonisation n'étant toutefois pas nécessairement dans le sens traditionnel.**

*** Jean-Luc Mélenchon s'impatiente : *« Il faut faire une marche qui aurait pour objet de dire à Jean-Marc Ayrault, qu'il doit bien servir encore à quelque chose avant de s'en aller ».* L'espoir est mince mais le bouillant Méluche croit à des chimères encore bien plus improbables !**

*** La porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, a estimé qu'il ne fallait *« surtout pas changer de cap »* dans la politique gouvernementale, en réponse à un sondage publié par le Journal du Dimanche. C'est exactement ce qu'a dit François Hollande en apprenant la dégradation de la note de la France par Standard & Poor. C'est également ce que disait le capitaine du Titanic en 1912, voyant les icebergs se rapprocher de la coque du paquebot.**

*** Jean-Vincent Placé, dans le Nouvel Observateur, utilise une métaphore d'Astérix pour critiquer la méthode de gouvernement de Hollande : *« Abraracourcix ne gouverne pas seul ! ».* Sans doute mais, comme lui, notre Président semble avoir constamment peur que le ciel ne lui tombe sur la tête !**

*** En visite à Moscou, Jean-Marc Ayrault s'est entraîné à la conduite virtuelle sous l'œil de Dimitri Medvedev. Un témoin d'expérience puisque que Medvedev a été pendant quatre ans un Chef de l'État virtuel sous les ordres de son Premier Ministre Vladimir Poutine. Sans rapport avec la France où aucune des deux têtes de l'exécutif n'est aux commandes, même virtuelles !**

*** A propos des manifestations de lycéens pour la défense de Leonarda, la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem, trouve « *normal que les lycéens puissent donner leur vision du monde dans une société qui est la leur. Cela ne me choque pas plus que ça ».* La suave Najat devrait regarder d'un peu plus près comment cette « vision du monde » leur est inculquée dès leur plus jeune âge.**

*** Jean-Luc Mélenchon a appelé les Bretons à *« boycotter les manifestations de Quimper pour aller manifester à Carhaix-Plouguer avec leurs syndicats* » en soulignant que *« le combat des bonnets rouges n'est pas celui des salariés ».* Il semble qu'il ne suffise pas de porter du rouge pour se prendre pour un militant d'extrême gauche !**

*** Arnaud Montebourg est clair : *« je n'accorde aucun crédit aux agences de notation qui dissimulent un certain nombre de cadavres dans leur placard ».* Cela a le mérite d'être clair. Mais on se demande si nous devons accorder le moindre crédit à un gouvernement qui promet la baisse du chômage et la croissance retrouvée pour 2014 ?**

*** François Hollande juge *« qu'il faut faire attention avec un pays qui a vécu des années de déclassement ».* Effectivement ! Ajoutons qu'il aurait été sans doute préférable de « faire attention » avant qu'il ne soit déclassé.**

*** Daniel Cohn-Bendit commente la participation des écologistes au gouvernement : *« c'est un immense gâchis. Un immense désespoir ».* Peut-être. Mais ce gâchis et ce désespoir sont très loin de concerner seulement deux ministres perdus dans la tourmente d'un gouvernement sans boussole qui navigue à courte vue, dans le brouillard le plus complet.**

*** Interrogée sur un remaniement éventuel, Najat Vallaud-Belkacem répond : *« les ministres n'ont pas le temps de s'inquiéter d'un remaniement ministériel. Car chacun des membres du gouvernement est trop occupé à se retrousser les manches ».* Dix-huit mois pour se retrousser les manches, c'est un peu long et l'on comprend que le chef de l'État n'ait pas envie de reprendre tout à zéro.**

*** Pour défendre Christiane Taubira victime d'un jet de banane, Jean-Marc Ayrault affirme sa solidarité : *« ne rien laisser passer quand il s'agit du racisme ».* Il a quand même laissé passer deux semaines après l'incident avant de réagir !**

*** La députée socialiste Karine Berger déclare sur France 2 : *« nous avons divisé par deux l'impôt sur les sociétés ».* Bravo ! D'ailleurs, quand les sociétés françaises ne feront plus de bénéfices du tout, l'impôt en question sera même totalement supprimé !**

*** François Hollande ne se rendra pas au 96ème Congrès des Maires de France. Il y était en 2012 et avait promis aux maires leur *« liberté de conscience »* s'ils refusaient de marier des couples homosexuels. Mais ça, c'était avant !**

*** Aurélie Philippetti, ministre de la culture, a choisi de ne pas honorer la mémoire de Gérard de Villiers, décédé cette semaine. Le fait que l'écrivain traitait François Hollande *« d'apparatchik grassouillet et haineux »* y est sans doute pour quelque chose !**

*** Accompagnant Jean-Marc Ayrault lors d'une visite d'entreprise à Saint-Etienne, Arnaud Montebourg a refusé de s'asseoir aux cotés des membres du gouvernement, déclarant à un élu local : *« Je crois qu'on ne va pas réussir l'inversion de la courbe du chômage, j'ai une avalanche de plans sociaux qui arrive ».* Un ministre, disait Chevènement, çà ferme sa gueule ou çà démissionne. La bouderie évitait les deux mais sa confidence pour réaliste qu'elle soit, risque de lui coûter cher !**

Nos billets publiés dans la presse du 4 au 10 novembre 2013

Choqué ?

Mon journal me demande si je suis choqué par le versement de rançons en échange de la libération d'otages. Choqué n'est par le bon mot et la question ainsi posée n'est pas pertinente puisque qu'il est rare qu'une réponse strictement binaire soit possible lorsque la situation est complexe. Il me parait évident qu'une libération d'otages ne se fait jamais sans contrepartie, soit en échange de personnes (pratiqué à l'occasion par Israël), soit en avantage politique, soit en monnaie. Cette dernière solution est la pire car elle constitue un appel à poursuivre, et fournit des ressources qui serviront à l'adversaire les moyens d'accroître sa nuisance. On comprend ainsi pourquoi tant de français sont aujourd'hui retenus dans toute l'Afrique et pourquoi les enlèvements sont si fréquents en Amérique hispanique. Ce qui me choque en revanche c'est qu'aucune opération de représailles ne soit immédiatement déclenchée dès la mise en sécurité des personnes. On n'imagine pas que les négociations n'aient pas amené les ravisseurs à se découvrir, directement ou indirectement, et que par conséquent une riposte appropriée ne puisse être engagée, d'une façon ou d'une autre. Le rapt ne doit jamais être impuni.devrait être la règle. La Russie, semble-t-il, n'agit pas autrement.

Paul Turbier - 4VH

Une écoute à deux vitesses !

Le gouvernement, forcé de revenir sur des décisions qui passent mal, justifie ses reculades en arguant être "à l'écoute des gens". Personne ne peut leur reprocher cela. Par contre il est permis de regretter que cette écoute soit sélective et tardive. Sélective lorsque l'on tient compte de quelques voix qui s'élèvent dans sa propre majorité venant d'élus très inquiets de ne pas retrouver leur siège à la prochaine occasion, mais que l'on ignore les centaines de milliers de gens de la "Manif pour tous". Tardive lorsque l'on attend qu'une loi soit votée pour s'apercevoir qu'elle est impopulaire. Il était évident que surtaxer les Livrets A ou les PEL, par exemple, serait très mal accepté dans les couches moyennes et populaires. Ce gouvernement d'énarques était, dès le départ, très éloigné des préoccupations des Français; il s'en éloigne de plus en plus.

Roger Roche - Valeurs Actuelles

Électrochoc

Je ne suis pas socialiste, comme l'étaient, aux deux extrêmes du socialisme, Hitler classé à l'aile à droite et Staline classé, par opposition, à l'aile gauche. Je suis libéral ou plus précisément libéral-social, et conservateur au sens où l'entendent les Américains. Mes petits enfants sont tous bilingues et ont une double nationalité. Mercier est le seul nom d'origine française de ma famille. Malgré tout cela, je voterai, comme beaucoup de mes voisins parisiens, devenus provinciaux, soit le temps des week-ends soit en retraite, pour le Front National aux élections européennes, nolens volens, mais seulement et surtout en guise d'avertissement ! Par la suite, c'est-à-dire en 2017, j'aurais eu le temps de réfléchir en fonction de l'évolution du PS, de l' U.M.P ou de l' U.D.I.

Nous ne supportons plus les spoliations fiscales, les atteintes de plus en plus nombreuses au droit de propriété et les cambriolages ou agressions en plus.

Nous ne supportons plus les discriminations positives à l'égard des pilleurs, des agresseurs, des barbares, et les droits de l'homme interprétés à sens unique qui pénalisent les classes laborieuses et tous ceux qui ont épargné pour se préserver un capital dans une situation économique incertain.

Nous ne supportons plus que des otages, martyrs certes, soient considérés comme des héros quand ceux qui défendent activement, sur notre territoire, leurs biens ou pire leur intégrité physique, continuent à être traités comme des criminels lorsqu' ils ne sont en fait que des résistants. C'est trop facile de se défausser toujours sur l'État, sur les contribuables, ou sur les assurances. Nos médias télévisuels sont tout aussi coupables, si ce n'est plus, que nos politiciens.

Nous ne supportons plus ces gendarmes de la pensée unique qui portent une lourde responsabilité dans le déclin, voire le désastre, de notre pays. La mondialisation est salutaire, mais pas n'importe laquelle. Le temps d'un électrochoc électoral est donc venu.

Jean-Marc Mercier - 4VH

Le roi des Bretons

Vous les Bretons, qui avez-vous fait roi en l'an de disgrâce 2012 ? Vous qui manifestez avec une louable ardeur contre une taxe imbécile et la frénésie fiscale du gouvernement socialiste et de son super chef François Hollande. Mais dites nous : pour qui avez-vous voté à la dernière présidentielle et pour quelle victoire avez-vous chanté à Rennes (67%), à Brest (63%), à Nantes (61%) à Saint-Brieuc (63%) ?

Yves Linois—Marianne

Nos billets publiés dans la presse du 4 au 10 novembre 2013

Vivement les élections !

Jamais un gouvernement n'aura autant méprisé et maltraité les épargnants que celui de Jean Marc Ayrault, lequel fait main basse sur les économies de toute une vie de travail, et ce, en totale infraction avec la loi et au mépris de toute règle morale. Les socialistes ont beau invoquer à longueur de journée la "justice sociale" pour justifier un matraquage fiscal sans précédent, leur décision de surtaxer l'épargne avec effet rétroactif est une grave atteinte aux règles élémentaires d'équité et de démocratie. Difficile de faire plus hypocrite que Bernard Cazeneuve, quand il déclare *"qu'il n'y a pas de rétroactivité dans le cas présent puisque la mesure s'applique au moment où les gains sont perçus, pas avant".* Quel mépris envers le peuple ! Mais si, monsieur le ministre, dès lors que vous changez les règles du jeu en cours de partie et que vous taxez les intérêts acquis par le passé et pas seulement ceux du futur, non seulement il y a bien rétroactivité, mais de plus vous trompez les épargnants qui ont souscrit à un placement de long terme en fonction de de sa fiscalité dégressive connue au départ. Mais il y a pire. Quand on décide en octobre d'appliquer une loi à partir du 26 septembre 2013 précédent, alors que cette loi n'est pas encore débattue ni votée, on nage dans l'arbitraire le plus délirant. Du jamais vu ! Vivement les élections !

Pierre Guimard - Valeurs Actuelles

Otages

A peine la bonne nouvelle était confirmée, à peine les élus de tous bords, pour une fois d'accord, avaient salué la libération des quatre otages détenus par les terroristes, que les médias ont mis l'accent sur la sempiternelle question de savoir si une rançon avait été versée. Un chiffre a été avancé, sans pouvoir préciser si cette somme aurait été versée par Areva ou par le Niger avec, bien sûr, une aide directe ou indirecte de la France. Qu'importe ! Autant l'explicite révélation d'une rançon aurait risqué d'encourager d'autres terroristes à se lancer dans la prise d'otages, autant la discrétion permet à la fois de préserver toutes nos options pour l'avenir et de permettre aux familles d'otages actuels ou futurs de garder l'espoir.

Pierre Rochelais - 4VH

Cette Lettre hebdomadaire est publiée chaque dimanche
Demandez la gratuitement à lignedroite@voila.fr